

— Donner son avis sur les bilans et les états financiers de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale pour les trois exercices arrêtés conformément à l'article 4 ci-dessous ; entre la date de nomination des membres du comité *ad hoc* et la tenue du premier conseil d'administration de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » :

— Superviser les actes quotidiens de gestion exécutés par la direction générale, dans le respect des dispositions de l'article 3 ci-dessus et, à cet effet, définir les modalités du contrôle budgétaire ;

— Approuver, en tant que de besoin, les actes qui relèvent de la compétence du conseil d'administration de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale, à l'exception de ceux prévus à l'article 4 ci-dessus ; à ce titre, approuver le projet de budget pour la période courant entre le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et la date de la constitution effective de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. ».

### Section 3. — De l'audit de l'Etablissement public dissous

Art. 9. — Un audit opérationnel, comptable et financier doit être effectué à l'effet de :

— L'audit du bilan et des états financiers de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale à la date de sa dissolution, et de leur certification ;

— L'audit opérationnel et prospectif du fonctionnement des services et des procédures en vigueur, en rapport avec les missions confiées à l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » et des flux financiers gérés.

Les conclusions de cet audit doivent être transmises aux ministres de tutelle, au comité *ad hoc*, au conseil d'administration de l'Institution de Prévoyance sociale Caisse nationale de Prévoyance sociale et au directeur général, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification, au Cabinet d'Audit sélectionné, de sa mission et, au plus tard, le 30 septembre 2000.

Art. 10. — Le comité *ad hoc* désigne, à l'unanimité, ou, à défaut, fait désigner par le président du tribunal de première instance d'Abidjan, un commissaire aux apports chargé de procéder à la vérification des actifs et passifs dévolus à l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » ainsi qu'à la détermination du montant du reliquat de l'actif net porté au fonds d'établissement de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. ».

Art. 11. — L'auditeur et le commissaire aux apports sont nécessairement des personnes physiques ou morales distinctes.

### Section 4. — De l'Institution de Prévoyance sociale

Art. 12. — Les sommes nécessaires à la constitution du fonds d'établissement initial de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » sont prélevées, préalablement à la date de commencement de ses activités, sur les fonds propres de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale.

Le reliquat de l'actif net de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale après liquidation constitue un fonds de dotation supplémentaire de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. ».

Art. 13. — Les membres du conseil d'administration de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » doivent être nommés avant le 31 juillet 2000.

La première réunion du conseil d'administration de l'Institution de Prévoyance sociale « C.N.P.S. » doit se tenir avant le 15 août 2000.

Art. 14. — Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 12 juillet 2000.

Général GUEI Robert.

## DECRET n° 2000-487 du 12 juillet 2000 portant création de l'Institution de Prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale de Prévoyance sociale » (C.N.P.S.)

### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport conjoint du ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et du ministre de l'Economie et des Finances,

Vu l'acte constitutionnel n° 01/99 PR. du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics ;

Vu la loi n° 95-15 du 12 janvier 1995 portant Code du Travail, ainsi que les décrets pris pour son application ;

Vu la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance sociale ;

Vu la loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de Prévoyance sociale, notamment en son article 21 ;

Vu le décret n° 94-457 du 25 août 1994 portant réorganisation administrative et fonctionnement de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

Vu le décret n° 2000-380 du 18 mai 2000 portant nomination des membres du Gouvernement de transition, tel que modifié par le décret n° 2000-382 du 24 mai 2000 ;

Vu le décret n° 2000-385 du 24 mai 2000 portant attributions des membres du Gouvernement de transition ;

Le Conseil des ministres entendu,

DECRETE :

### TITRE PREMIER

#### DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. — Il est créé une Institution de Prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale de Prévoyance sociale » en abrégé C.N.P.S.

La Caisse nationale de Prévoyance sociale est régie par les lois n° 99-476 et 99-477 du 2 août 1999 susvisées, les décrets pris pour leur application et, notamment, les dispositions du présent décret, les statuts annexés et, à titre subsidiaire, par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés commerciales.

Art. 2. — La Caisse nationale de Prévoyance sociale a pour objet :

— La gestion du régime général obligatoire de prévoyance sociale du secteur privé et assimilé qui comprend la branche des prestations familiales, la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles ainsi que la branche retraite ;

— La gestion de régimes complémentaires ou spéciaux, obligatoires ou volontaires, qui peuvent être créés par décret ;

— Le recouvrement des cotisations et le service des prestations afférentes à ces différents régimes et à chacune de leurs branches.

## TITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE  
DE LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALESection 1. — *Le conseil d'administration*

Art. 3. — La Caisse nationale de Prévoyance sociale est administrée par un conseil d'administration tripartite composé de douze membres à raison de quatre administrateurs représentant l'Etat, de quatre administrateurs représentant les Organisations représentatives des travailleurs.

Art. 4. — Les administrateurs représentant l'Etat sont nommés par arrêté conjoint des ministres de tutelle conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Art. 5. — Les administrateurs représentant les Organisations syndicales des employeurs et des travailleurs sont désignés par les organisations représentatives, telles que définies par les dispositions du Code du Travail.

La répartition des sièges réservés aux Organisations syndicales d'Employeurs se fait au *pro rata* des cotisations versées par leurs membres à la Caisse nationale de Prévoyance sociale.

Les procès-verbaux de désignation sont transmis au ministre chargé de la Prévoyance sociale, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Art. 6. — La composition du conseil d'administration est entérinée par décret pris sur rapport du ministre chargé de la Prévoyance sociale au vu de l'arrêté mentionné à l'article 4 ci-dessus et des procès-verbaux de nomination mentionnés à l'article 5 ci-dessus.

Il est procédé à la modification de la composition du conseil et à sa révocation éventuelle selon les mêmes règles que celles définies au présent article, et aux articles 4 et 5 ci-dessus.

Art. 7. — Les fonctions d'administrateur sont incompatibles avec un emploi rémunéré par la Caisse nationale de Prévoyance sociale.

Les employeurs sont tenus de laisser aux salariés de leur entreprise, qui sont administrateurs de la Caisse nationale de Prévoyance sociale, le temps nécessaire à la préparation et à la participation effective aux séances du conseil d'administration. La suspension du contrat de travail due à cette cause ne peut être un motif de rupture du contrat de travail par l'employeur.

La durée du mandat d'administrateur est de trois ans, renouvelable au maximum deux fois.

Art. 8. — Le conseil d'administration exerce, de façon continue, son autorité et son contrôle sur les activités de l'Institution.

Il exerce ses attributions dans le respect de celles expressément réservées aux autorités de tutelle par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, par les dispositions du présent décret et les statuts annexés.

Il délibère dans les conditions de *quorum* et de majorité fixées par l'article 20 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisées et par l'article 11 des statuts annexés.

Le conseil d'administration délègue au directeur général les pouvoirs nécessaires et suffisants à l'exercice de ses fonctions de direction générale.

Art. 9. — Le conseil d'administration exerce collégalement une fonction de régulation dans le but de permettre la gestion et le fonctionnement équilibrés du régime général obligatoire et des régimes complémentaires ou spéciaux éventuels.

A cet effet :

1° Il émet régulièrement et au moins une fois par an, à son initiative ou sur saisine des ministres de tutelle, un avis motivé sur le fonctionnement et, le cas échéant, l'amélioration des règles de gestion de chacune des branches de chacun des régimes gérés par la Caisse nationale de Prévoyance sociale, et, notamment sur le recouvrement des cotisations et le service des prestations afférents à chacun des régimes ;

2° Il est obligatoirement saisi par le ministre chargé de l'Economie et des Finances ou par le ministre chargé de la Prévoyance sociale, et émet un avis motivé préalablement à toute décision relative à la prise en charge par la Caisse nationale de Prévoyance sociale de toute prestation nouvelle au titre de l'un des régimes qu'elle gère ;

3° Il donne obligatoirement un avis motivé, préalablement à toute modification des taux et assiettes de cotisation ou de la nature ou du montant des prestations ;

4° Il arrête, sur proposition du directeur général, dans le respect des règles de gestion fixées réglementairement, toute mesure d'organisation et de fonctionnement de la gestion des régimes confiées à la Caisse nationale de Prévoyance sociale, afin, notamment, d'en améliorer la rentabilité et l'efficacité ;

5° Il définit le programme d'action sanitaire, sociale et familiale ainsi que le programme de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles dans le cadre des orientations générales arrêtées par le Gouvernement.

Art. 10. — Sans préjudice de l'exercice de ses attributions propres, telles que définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par le présent décret, le conseil d'administration exerce directement les attributions ci-après qu'il ne peut déléguer :

1° Il détermine la politique générale de la Caisse nationale de Prévoyance sociale, dans le respect de la Convention prévue par l'article 30 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée ;

2° Il arrête, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le budget de l'exercice à venir, et vérifie, périodiquement, que le budget de l'exercice en cours s'exécute en équilibre ;

3° Il veille à l'élaboration d'un compte d'exploitation prévisionnel triennal, qui fait l'objet, sous son contrôle, d'une révision périodique ;

4° Il arrête, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le bilan et les documents comptables de fin d'exercice et les approuve dans les délais et selon les procédures fixés par l'article 40 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée ;

5° Il fixe les règles générales de placement des fonds de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

6° Il autorise, dans le respect du budget de la Caisse nationale de Prévoyance sociale pour l'exercice considéré, les investissements d'un montant supérieur à un seuil qu'il fixe ;

7° Il autorise la signature du contrat de programme mentionné à l'article 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée, et veille à son exécution ;

8° Il approuve le règlement intérieur ;

9° Il donne un avis conforme préalablement à la modification des statuts de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

10° Il autorise les achats, ventes, échanges d'immeubles, les baux de plus de neuf ans, les constitutions et cessions de droits réels immobiliers, les transactions dans le respect des dispositions de l'article 45 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée ;

11° Il fixe les conditions de fondation de toute Institution ou société ainsi que de toute prise de participation financière dans une société ou Institution tierce ;

12° Il accepte ou refuse les dons et legs ;

13° Il détermine la politique de gestion des ressources humaines et arrête l'organigramme de l'Institution ;

14° Il détermine le statut du personnel dans le respect des dispositions du Code du Travail et des dispositions conventionnelles collectives applicables ;

15° Il fixe les conditions et délais dans lesquels doivent être servies les prestations en nature prévues par les dispositions du Code de Prévoyance sociale ;

16° Il autorise, obligatoirement et préalablement, tous les actes d'aval, de garantie et de caution de quelque nature et pour quelque montant que ce soit de l'Institution et/ou portant sur des biens appartenant à l'Institution ;

17° Il autorise, obligatoirement et préalablement, toutes les opérations d'emprunt et de crédit dont le montant d'engagement pour l'Institution est supérieur à un plafond qu'il fixe.

Le montant maximum des opérations mentionnées aux points 16 et 17 ci-dessus au-delà duquel l'autorisation du ministre chargé de l'Economie et des Finances est requise, est fixé par le conseil d'administration délibérant à la majorité des deux tiers.

#### Section 2. — La direction générale

Art. 11. — La direction générale de la Caisse nationale de Prévoyance sociale est assurée par un directeur général, nommé par le conseil d'administration. Il est révocable *ad nutum* par le conseil d'administration.

Le directeur général est une personne physique distincte du président du conseil d'administration, sauf dans le cas prévu par l'article 23 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Le directeur général peut être assisté par un ou deux directeurs généraux adjoints qu'il nomme, après avis favorable du conseil d'administration, dans le respect de l'organigramme arrêté par le conseil d'administration. Le directeur général définit les fonctions du ou des directeurs généraux adjoints.

Art. 12. — Le directeur général est chargé de la gestion courante de la Caisse nationale de Prévoyance sociale, et à cet effet :

1° Il veille à la mise en œuvre des délibérations du conseil d'administration ;

2° Il définit, et soumet à l'approbation du conseil d'administration, la stratégie de développement de la Caisse nationale de Prévoyance sociale, dans le respect de la Convention et du contrat de programme prévus par les articles 30 et 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée ;

3° Il prépare le projet de budget ;

4° Il gère le patrimoine immobilier, les placements financiers et les disponibilités de la Caisse nationale de Prévoyance sociale dans le respect des règles générales définies par le conseil d'administration ;

5° Il assure la coordination et la cohésion de l'ensemble des activités des différents services et, le cas échéant, des filiales ;

6° Il exerce son autorité sur l'ensemble du personnel et des services et procède aux nominations et affectations ; il met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines définie par le conseil d'administration ;

7° Il établit le rapport d'activité, le bilan et les documents comptables de fin d'exercice qu'il soumet au conseil d'administration.

Art. 13. — L'étendue et la durée des pouvoirs du directeur général sont fixées par le conseil d'administration ainsi que sa rémunération.

#### Section 3. — Le personnel de la Caisse nationale de Prévoyance sociale

Art. 14. — Le personnel de la Caisse nationale de Prévoyance sociale est soumis aux dispositions du Code du Travail.

Le personnel perçoit les traitements et salaires tels que déterminés, selon sa catégorie professionnelle, par les dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles en vigueur.

### TITRE III

#### DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

##### Section 1. — Les ressources de la Caisse nationale de Prévoyance sociale

Art. 15. — Les ressources de la Caisse nationale de Prévoyance sociale sont constituées par :

1° Les cotisations au titre des prestations familiales ;

2° Les cotisations au titre de l'assurance maternité ;

3° Les cotisations au titre du régime des accidents du travail et des maladies professionnelles ;

4° Les cotisations au titre de la retraite ;

5° Le montant des majorations et des intérêts moratoires pour retard dans le versement des cotisations mentionnées en 1, 2, 3, et 4 ci-dessus ;

6° Les revenus de ses placements mobiliers et immobiliers ;

7° Les produits de ses biens meubles ou immeubles, aliénés dans les conditions prévues par le présent décret ;

8° Toutes autres ressources dues à la Caisse nationale de Prévoyance sociale en vertu d'une disposition particulière des textes en vigueur ;

9° Les dons et legs acceptés conformément aux textes en vigueur.

Art. 16. — Les ressources de la Caisse nationale de Prévoyance sociale peuvent également être constituées, à titre exceptionnel, par :

1° Les subventions de l'Etat ;

2° Les subventions d'organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux ;

3° Les produits des emprunts effectués dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

### Section 2. — Règles financières et comptables

Art. 17. — Les opérations financières et comptables de la Caisse nationale de Prévoyance sociale s'effectuent conformément aux dispositions du Traité CIPRES et sous la responsabilité de son conseil d'administration à qui est confiée la gestion des fonds de chaque régime prévu par les dispositions du Code de Prévoyance sociale.

Art. 18. — A compter du premier exercice suivant le commencement de ses activités, il est passé entre l'Etat et la Caisse nationale de Prévoyance sociale, tous les trois ans, un contrat de programme, qui fixe, notamment, les conditions et modalités de l'équilibre entre les ressources et les emplois de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ainsi que les règles de son contrôle, les objectifs à atteindre ou la réalisation de performances quantifiables.

Le contrat de programme doit être amendé, à la demande de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ou de l'Etat, dès qu'un élément concourant à l'équilibre économique et financier des régimes et des branches définis à l'article 2 ci-dessus est modifié, et, notamment, chaque fois qu'il est mis à la charge de la Caisse nationale de Prévoyance sociale des prestations supplémentaires non couvertes par des ressources à concurrence.

Art. 19. — La comptabilité de la Caisse nationale de Prévoyance sociale est organisée conformément aux principes et règles des sociétés commerciales, et dans le respect du Traité CIPRES et du SYSCOA.

Art. 20. — Le conseil d'administration fixe :

- Les règles applicables aux placements immobiliers et le taux minimum d'intérêt que doivent comporter ces placements ;

- Les règles applicables aux fonds de réserve de chacune des branches de chacun des régimes, et notamment les limites des placements en fonds publics, ainsi que la répartition par catégorie de placement ;

- Les règles relatives à la répartition du produit des ressources, dans chaque branche, au profit des différents comptes de gestion de cette branche.

Art. 21. — Les opérations de la Caisse nationale de Prévoyance sociale font l'objet, pour chaque branche de chaque régime, d'une gestion fonctionnelle séparée. Les recettes et les dépenses de chaque branche de chaque régime sont identifiées en équilibre au budget ainsi que dans la comptabilité de la Caisse nationale de Prévoyance sociale.

### TITRE IV

#### TUTELLE ET CONTROLE

Art. 22. — La Caisse nationale de Prévoyance sociale est placée sous la tutelle technique du ministre chargé de la Prévoyance sociale et sous la tutelle économique et financière du ministre chargé de l'Economie et des Finances. La coordination de la tutelle est assurée par le ministre chargé de la Prévoyance sociale.

Il est exercé sur la Caisse nationale de Prévoyance sociale un contrôle *a posteriori* de certains de ses actes dont les modalités sont limitativement définies par la Convention et le contrat de programme mentionnés aux articles 30 et 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Art. 23. — Le ministre chargé de la Prévoyance sociale veille à l'exécution par la Caisse nationale de Prévoyance sociale de ses missions telles que définies, par le Code de Prévoyance sociale, par les décrets pris pour son application, par le présent décret, et par la Convention et le contrat de programme mentionnés aux articles 30 et 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Sans préjudice des dispositions de l'article 40 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999, à l'effet de la coordination de la tutelle, il est destinataire, au moins quinze jours avant la date de réunion du conseil d'administration, du projet du jour ainsi que des documents qui y sont joints.

Il informe le conseil d'administration des orientations nouvelles du Gouvernement en matière de prévoyance sociale.

Il peut également, à tout moment, adresser au conseil d'administration toute recommandation qu'il juge nécessaire tendant à l'amélioration des prestations de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ou leur adaptation à la politique du Gouvernement en matière de prévoyance sociale. Le conseil d'administration instruit ces recommandations et leur donne la suite la plus appropriée dans le strict respect de l'équilibre économique et financier de chacun des régimes gérés par la Caisse nationale de Prévoyance sociale et de leurs différentes branches.

Art. 24. — La tutelle économique et financière sur la Caisse nationale de Prévoyance sociale est exercée par le ministre chargé de l'Economie et des Finances dans le strict respect des dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière aux Institutions de Prévoyance sociale et par les stipulations de la Convention et du contrat de programme mentionnés aux articles 30 et 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Un rapport sur les mesures sociales mises en œuvre par la Caisse nationale de Prévoyance sociale et sur la situation économique et financière de l'Institution est adressé chaque année avant la fin du mois d'avril aux ministres de tutelle.

Ce rapport comprend obligatoirement :

- Le montant de l'actif net et du passif net pour l'exercice social écoulé ;

- La liste des engagements financiers réciproques entre l'Etat et l'Institution ;

- Les subventions et aides reçues ;

- Les mesures d'extension ou de développement de l'Institution ;

- Et, le cas échéant, les mesures de redressement envisagées.

Art. 25. — La Caisse nationale de Prévoyance sociale est contrôlée par deux commissaires aux comptes, nommés par le conseil d'administration, conformément aux dispositions des articles 32 et suivants de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée.

Art. 26. — Les documents comptables de fin d'exercice et les rapports des commissaires aux Comptes sont transmis à la Cour des Comptes, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

### TITRE V

#### DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 27. — Les statuts de l'Institution de Prévoyance sociale « CNPS », annexés au présent décret, sont approuvés.

Art. 28. — Le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 12 juillet 2000.

Général GUEI Robert.

## CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE SOCIALE

### INSTITUTION DE PREVOYANCE SOCIALE

#### STATUTS

#### I. — DISPOSITIONS GENERALES

##### ARTICLE PREMIER

###### *Forme*

Il est formé, par application des dispositions du décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 portant création de l'Institution de Prévoyance sociale, une Institution de Prévoyance sociale dénommée « Caisse nationale de Prévoyance sociale ». L'Institution est régie par la loi n° 99-476 du 2 août 1999 portant définition et organisation des Institutions de Prévoyance sociale, par la loi n° 99-477 du 2 août 1999 portant Code de la Prévoyance sociale, par le décret susmentionné, par le Traité instituant la Conférence interafricaine de la Prévoyance sociale (CIPRES) et, à titre subsidiaire, par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux sociétés commerciales, et par les présents statuts.

##### ARTICLE 2

###### *Dénomination*

L'Institution prend la dénomination de : « Caisse nationale de Prévoyance sociale » en abrégé C.N.P.S.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents, de toute nature, émanant de l'Institution, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement et en toutes lettres « Institution de Prévoyance sociale régie par la loi n° 99-476 du 2 août 1999 » et de l'énonciation de son décret de création, du montant de son fonds d'établissement et de son numéro de compte contribuable.

##### ARTICLE 3

###### *Objet*

L'objet de l'Institution, défini par l'article 2 du décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionné, est d'assurer :

— La gestion du régime général obligatoire de prévoyance sociale du secteur privé et assimilé qui comprend la branche des prestations familiales et maternité, la branche des accidents du travail et des maladies professionnelles ainsi que la branche retraite ;

— La gestion de régimes complémentaires ou spéciaux, obligatoires ou volontaires, qui peuvent être créés par décret ;

— Le recouvrement des cotisations et le service des prestations afférents à ces différents régimes et à chacune de leurs branches.

##### ARTICLE 4

###### *Siège social*

Le siège social est fixé à Abidjan-Plateau, 24, avenue Lamblin.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision du conseil d'administration ou en tout autre endroit du territoire national par décret.

Le conseil d'administration autorise l'ouverture des agences et bureaux partout où il le juge utile. Il peut, également, procéder à leur fermeture quand il le juge opportun.

##### ARTICLE 5

###### *Durée*

La durée de l'Institution est fixée à quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de la date de publication dans un journal d'annonces légales de la mention de la tenue de son premier conseil d'administration, conformément à l'article 9 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

#### II. — FONDS D'ETABLISSEMENT ET RESSOURCES

##### ARTICLE 6

###### *Fonds d'établissement*

Le fonds d'établissement initial est constitué par un fonds de dotation fixé à la somme 10.000.000.000 de francs C.F.A. prélevé sur l'actif net de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale.

Un fonds de dotation supplémentaire est constitué par le reliquat des actifs nets de l'Etablissement public Caisse nationale de Prévoyance sociale dévolus à l'Institution par application des dispositions du décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionné.

##### ARTICLE 7

###### *Augmentation ou réduction du montant du fonds d'établissement*

###### 7.1. — Augmentation du fonds d'établissement.

Le fonds d'établissement peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, soit par voie d'incorporation de réserves disponibles, soit par tous autres moyens ou toute manière prévus par la loi.

La décision d'augmentation du fonds d'établissement est prise par décret après avis conforme du conseil d'administration.

Ce droit sera exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par le conseil d'administration ;

###### 7.2. — Réduction du fonds d'établissement.

Le fonds d'établissement peut être réduit, par décret, après avis conforme du conseil d'administration.

##### ARTICLE 8

###### *Libération du fonds d'établissement*

La libération du fonds d'établissement est régie par les dispositions de l'article 10 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

Il doit être intégralement versé, sous forme de fonds de dotation, dans les comptes de l'Institution au plus tard le jour de la publication dans un journal d'annonces légales de la mention de la tenue de son premier conseil d'administration, conformément à l'article 9 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

#### III. — ADMINISTRATION DE L'INSTITUTION

##### ARTICLE 9

###### *Conseil d'administration*

La Caisse nationale de Prévoyance sociale est administrée par un conseil d'administration tripartite composé de douze membres à raison de :

— Quatre administrateurs représentant l'Etat ;

— Quatre administrateurs représentant les Organisations représentatives des employeurs ;

— Quatre administrateurs représentant les Organisations représentatives des travailleurs.

Les membres du conseil d'administration sont nommés conformément aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 et des articles 3 à 6 du décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionnés.

#### ARTICLE 10

##### *Président du conseil d'administration*

Le conseil d'administration élit, à la majorité simple, parmi ses membres un président qui, en l'absence de dispositions particulières du conseil d'administration, restera en fonction pendant la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration élit un vice-président qui dispose des mêmes pouvoirs que le président, uniquement en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier.

En cas d'absence ou d'empêchement pour une durée limitée du président, et du vice-président, le conseil d'administration peut déléguer un autre administrateur dans les fonctions de président, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

Si l'absence ou l'empêchement du président se prolonge au-delà de six mois, le conseil d'administration peut prononcer la révocation du président et procéder à l'élection d'un nouveau président.

Le président convoque et préside les réunions du conseil. En cas de partage des voix, il a voix prépondérante. Il peut demander l'évocation de toute question ayant trait au fonctionnement de l'Institution.

A défaut du président et du vice-président, un administrateur délégué par le conseil d'administration assume les fonctions de président de séance.

#### ARTICLE 11

##### *Réunions et délibérations du conseil*

Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Institution l'exige et, à titre ordinaire, au moins un fois par trimestre, au siège social ou en tout autre endroit désigné par la convocation de son président :

- A son initiative ;
- A la demande du directeur général ;
- A la demande des 2/3 des administrateurs ;
- A la demande des ministres de tutelle.

En l'absence de tenue du conseil d'administration pendant plus de quatre mois consécutifs, les deux tiers des administrateurs peuvent procéder à la convocation d'un conseil d'administration pour délibérer sur un ordre du jour précis.

Les convocations doivent contenir le projet du jour de la réunion auquel il est annexé les dossiers correspondants. Les convocations et les dossiers y annexés doivent parvenir aux administrateurs au moins quinze jours avant la date de la réunion. Le conseil d'administration ne délibère que sur les questions inscrites à son ordre du jour adopté.

Le conseil d'administration ne délibère valablement, sur première convocation, que si la moitié, au moins, de ses membres est présente ou représentée, et comprend un administrateur, au moins, représentant chacune des trois composantes du conseil.

Le conseil d'administration ne délibère valablement, sur deuxième convocation, que si au moins deux des trois composantes du conseil siègent.

Si le conseil ne peut valablement se tenir en raison, notamment, du non respect des règles de *quorum* ci-dessus définies, les ministres de tutelle peuvent, dans le respect des dispositions de l'article 44 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée, procéder à la révocation, par décret pris en Conseil des ministres, du conseil d'administration. Il est nommé sans délai un nouveau conseil d'administration conformément aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

Les fonctions d'administrateur cessent par décès, démission ou démission d'office.

Peuvent être déclarés démissionnaires d'office, les membres du conseil d'administration qui, sans motif valable, n'assistent pas à trois réunions ordinaires du conseil d'administration régulièrement convoquées. La déclaration de démission est adoptée par le conseil d'administration et transmise, pour information, au ministre chargé de la Prévoyance sociale.

En cas de décès, démission ou démission d'office d'un administrateur, il est procédé à son remplacement conformément aux dispositions des articles 14 et 15 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 mentionnée.

Il est tenu une feuille de présence qui est émargée par chaque membre du conseil présent ou représenté.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, et représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Lors des réunions du conseil d'administration tout administrateur absent peut, par pouvoir donné même par simple lettre missive, télécopie, télex ou télégramme, charger un autre membre du conseil du même collège de voter en son lieu et place.

Un administrateur ne pourra représenter qu'une seule personne appartenant au même collège. Le pouvoir n'est valable que pour une seule réunion. Les consultations à domicile des administrateurs n'acquiescent pas force délibérative.

#### ARTICLE 12

##### *Procès-verbaux des réunions du conseil*

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux en un registre spécial.

Les procès-verbaux sont tenus conformément aux dispositions de l'Acte uniforme relatif au Droit des Sociétés commerciales et au Groupement d'Intérêt économique.

Le procès-verbal de chaque séance est signé par le président de séance et le secrétaire, ou, à défaut, par deux administrateurs désignés à cet effet.

Des copies ou extraits des procès-verbaux peuvent être certifiés par deux administrateurs présents à la réunion.

#### ARTICLE 13

##### *Pouvoirs du conseil*

13.1. — Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir, en toutes circonstances, au nom de l'Institution et faire autoriser tous actes et opérations relatifs à son objet.

Il agit tout à la fois en qualité d'organe de régulation de chacun des régimes que gère la Caisse nationale de Prévoyance sociale, et d'organe d'administration de l'Institution, conformément aux dispositions des articles 9 et 10 au décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionné.

13.2. — A cet effet, et en sa qualité d'organe de régulation :

1° Il émet régulièrement et au moins une fois par an, à son initiative ou sur saisine des ministres de tutelle, un avis motivé sur le fonctionnement et, le cas échéant, l'amélioration des règles de gestion de chacune des branches de chacun des régimes gérés par la Caisse nationale de Prévoyance sociale, et, notamment sur le recouvrement des cotisations et le service des prestations afférentes à chacun des régimes ;

2° Il est obligatoirement saisi par le ministre chargé de l'Economie et des Finances ou par le ministre chargé de la Prévoyance sociale, et émet un avis motivé préalablement à toute décision relative à la prise en charge par la Caisse nationale de Prévoyance sociale de toute prestation nouvelle au titre de l'un des régimes qu'elle gère ;

3° Il donne obligatoirement un avis motivé, préalablement à toute modification des taux de cotisation ou de la nature ou du montant des prestations ;

4° Il arrête, sur proposition du directeur général, dans le respect des règles de gestion fixées réglementairement, toute mesure d'organisation et de fonctionnement de la gestion des régimes confiés à la Caisse nationale de Prévoyance sociale, afin, notamment, d'en améliorer la rentabilité et l'efficacité ;

5° Il définit le programme d'action sanitaire, sociale et familiale ainsi que le programme de prévention des accidents du travail et maladies professionnelles dans le cadre des orientations générales arrêtées par le Gouvernement.

13.3. — A cet effet, en sa qualité d'organe d'administration et sans préjudice de l'exercice de ses attributions propres, telles que définies par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par le décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionné, le conseil d'administration exerce directement les attributions ci-après qu'il ne peut déléguer :

1° Il détermine la politique générale de la Caisse nationale de Prévoyance sociale, dans le respect de la Convention prévue par l'article 30 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susvisée ;

2° Il arrête, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le budget de l'exercice à venir, et vérifie, périodiquement, que le budget de l'exercice en cours s'exécute en équilibre ;

3° Il veille à l'élaboration d'un compte d'exploitation prévisionnel triennal, qui fait l'objet, sous son contrôle, d'une révision périodique ;

4° Il arrête, et approuve, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le bilan et les documents comptables de fin d'exercice ;

5° Il fixe les règles générales de placement des fonds de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

6° Il autorise, dans le respect du budget de la Caisse nationale de Prévoyance sociale pour l'exercice considéré, les investissements d'un montant supérieur à un seuil qu'il fixe ;

7° Il autorise la signature du contrat de programme mentionné à l'article 31 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée, et veille à son exécution ;

8° Il approuve le règlement intérieur ;

9° Il donne un avis motivé préalablement à la modification des statuts de la Caisse nationale de Prévoyance sociale ;

10° Il autorise les achats, ventes, échanges d'immeubles, les baux de plus de neuf ans, les constitutions et cessions de droits réels immobiliers, les transactions dans le respect des dispositions de l'article 45 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée ;

11° Il fixe les conditions de fondation de toute Institution ou société ainsi que de toute prise de participation financière dans une société ou Institution tierce ;

12° Il accepte ou refuse les dons et legs ;

13° Il détermine la politique de gestion des ressources humaines et arrête l'organigramme de l'Institution ;

14° Il détermine le statut du personnel dans le respect des dispositions du Code du Travail et des dispositions conventionnelles collectives applicables ;

15° Il fixe les conditions et délais dans lesquels doivent être servies les prestations en nature prévues par les dispositions du Code de Prévoyance sociale ;

16° Il autorise, obligatoirement et préalablement tous les actes d'aval, de garantie et de caution de quelque nature et pour quelque montant que ce soit de l'Institution et/ou portant sur des biens appartenant à l'Institution ;

17° Il autorise, obligatoirement et préalablement, toutes les opérations d'emprunt et de crédit dont le montant d'engagement pour l'Institution est supérieur à un plafond qu'il fixe.

Le montant maximum des opérations mentionnées aux points 16 et 17 au-delà duquel l'autorisation du ministre chargé de l'Economie et des Finances est requise, est fixée par le conseil d'administration délibérant à la majorité des deux tiers.

13.4. — Le conseil d'administration délègue, dans le respect de la loi et des statuts, les pouvoirs qu'il juge nécessaires au directeur général pour assurer la gestion courante de l'Institution.

#### ARTICLE 14

##### *Direction générale*

Le conseil d'administration nomme un directeur général.

Le président du conseil d'administration ne peut être nommé directeur général, sauf mandat provisoire accordé par le conseil d'administration en application des dispositions de l'alinéa 3 de l'article 23 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

Le directeur général est révocable *ad nutum*.

Il représente l'Institution dans ses rapports avec les tiers.

L'étendue et la durée des pouvoirs ainsi que la rémunération du directeur général sont fixées par le conseil d'administration.

Le directeur général, dans le cadre précisé par cette délégation de pouvoir, est chargé de la gestion courante de l'Institution. Des pouvoirs supplémentaires peuvent lui être conférés dans le respect de la loi, du décret de création, et des présents statuts.

Le conseil d'administration peut, en cas d'urgence ou pour cause de vacance, donner mandat d'assumer provisoirement la direction générale de l'Institution, soit à son président, soit à toute autre personne physique. Ce mandat n'est donné que pour une durée limitée à la vacance qui ne peut excéder six mois et qui prend fin à compter de la nomination d'un nouveau directeur général.

Le directeur général exerce son autorité sur le personnel et les services. Il met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines définie par le conseil d'administration.

Il nomme aux différentes fonctions prévues par l'organigramme de l'Institution arrêté par le conseil.

Le directeur général peut être assisté par un ou deux directeurs généraux adjoints qu'il nomme, après avis favorable du conseil d'administration, dans le respect de l'organigramme arrêté par le conseil d'administration. Le directeur général définit les fonctions du ou des directeurs généraux adjoints.

Le ou les directeurs généraux adjoints, recrutés au sein ou en dehors de l'Institution, ont le statut de cadres salariés.

Le directeur général établit chaque année le projet de budget de l'exercice à venir, le rapport d'activités et les comptes et bilans, qui sont soumis, pour approbation, au conseil d'administration dans les délais prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

#### ARTICLE 15

##### *Convention avec un administrateur*

Toute Convention entre l'Institution et l'un de ses administrateurs ou le directeur général, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée est interdite, sauf cas exceptionnels autorisés par arrêté des ministres de tutelle, après avis motivé conforme du conseil d'administration, dans le respect des articles 26 à 29 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999 susmentionnée.

#### ARTICLE 16

##### *Organigramme*

L'organigramme de l'Institution est fixé par le conseil d'administration sur proposition du directeur général.

## IV. — CONTROLE DE L'INSTITUTION

## ARTICLE 17

*Contrôle*

Le contrôle de l'Institution est exercé conformément aux dispositions du chapitre 4 de la loi n° 99-476 du 2 août 1999, et des dispositions du décret n° 2000-487 du 12 juillet 2000 susmentionnés.

## V. — COMPTES DE L'INSTITUTION

## ARTICLE 18

*Exercice social*

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et prend fin le 31 décembre de la même année.

## ARTICLE 19

*Résultat - Affectation*

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, y compris tous amortissements et toutes provisions pour risques commerciaux ou financiers, constituent les résultats nets.

Ils sont intégralement affectés et répartis entre les différents fonds de réserve créés par le conseil d'administration à l'effet de l'augmentation des fonds propres de l'Institution et du financement des prestations des usagers conformément aux dispositions et critères financiers établis par le Traité CIPRES.

En aucun cas ils ne pourront faire l'objet d'une distribution quelconque.

## VI. — DISSOLUTION - LIQUIDATION

## ARTICLE 20

*Dissolution - Liquidation*

A la dissolution de l'Institution, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par le décret de dissolution.

Le liquidateur représente l'Institution. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers.

Il peut être autorisé à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'excédent, le cas échéant, de l'actif net de l'Institution est dévolu, par décision du conseil d'administration entérinée par décret, soit à une autre Institution de Prévoyance sociale, soit à toute autre entreprise ou organisme chargé d'une mission de Prévoyance sociale.

## VII. — CONTESTATIONS

## ARTICLE 21

*Règlement des différends*

Toutes contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de l'Institution ou de sa liquidation, au sujet des affaires sociales sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, toute personne intéressée doit faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège social et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

## PARTIE NON OFFICIELLE

## A N N O N C E S

*L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.*

## AVIS DE PERTE

Avis est donné au public de la perte de la copie du titre foncier n° 54 165 de la circonscription foncière de Bingerville, appartenant à Mme GOUELOU Mahoua, épouse KONAN, 18 B.P. 1 398 Abidjan 18.

2 — 2

ARRETE n° 31 PA.S.G.-D. 2 du 29 mars 2000 portant agrément de la Coopérative agricole d'Afféry « COOPAAF », B.P. 194 Afféry.

LE PREFET DE LA REGION DE L'AGNEBY,  
PREFET DU DEPARTEMENT D'AGBOVILLE,

Vu la loi n° 61-84 du 10 avril 1961 relative au fonctionnement des départements, des préfectures et sous-préfectures ;

Vu la loi n° 95-982 du 27 octobre 1995 d'orientation sur l'organisation générale de l'Administration territoriale ;

Vu la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux Coopératives ;

Vu le décret n° 74-265 du 19 juin 1974 portant délégation de pouvoirs des ministres aux préfets ;

Vu le décret n° 96-527 du 25 juillet 1996 portant délégation dans les fonctions de préfets ;

Vu le décret n° 98-256 du 3 juin 1998 portant attributions et organisation du Conseil supérieur de la Coopération ;

Vu le décret n° 98-257 du 3 juin 1998 portant application de la loi n° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux Coopératives, notamment en ses articles 19, 20 et 21 ;

Vu la circulaire interministérielle n° 3718 MINAGRA./MID. du 26 octobre 1998 relative à l'application de la procédure d'agrément des Coopératives ;

Vu l'avis favorable du Comité technique d'Agrément des Coopératives en sa séance de travail du 8 mars 2000,

## ARRETE :

Article premier. — La coopérative agricole d'Afféry « COOPAAF », B.P. 194 Akoupé, ayant son siège social à Afféry, sous-préfecture d'Akoupé, département d'Adzopé, Région de l'Agnéby, est agréée comme Coopérative sous le numéro 12/324 du 8 mars 2000.

Art. 2. — Cette Coopérative a pour :

*Objet* : La collecte, le stockage et la commercialisation des produits agricoles (cacao-café) ;

— L'approvisionnement des produits nécessaires à la production agricole.

Art. 3. — Les secrétaires généraux de la préfecture d'Agboville et le directeur régional de l'Agriculture et des Ressources animales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter du jour de sa signature.

Agboville, le 29 mars 2000.

BAHI ZOGBO Alexandre,  
administrateur civil.